Fin de partie pour le Front de gauche

Le 08-06-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par le Parti de la démondialisation (Pardem).

Le 8 juin 2016.

L'actualité politique du week-end dernier a été marquée par deux initiatives à la gauche du Parti socialiste : le rassemblement des partisans de Monsieur Mélenchon le 5 juin et, le même jour, la fin du 37e congrès du Parti communiste français.

Ce fut un week-end meurtrier : le Front de gauche est cette fois-ci mort et enterré. D'un côté, Monsieur Mélenchon a confirmé sa candidature à la présidentielle, seul, sans l'aval du Front de gauche, et mis en place avec ses amis du Parti de gauche une structure contrôlée par ce dernier appelée « *La France insoumise* ». D'un autre côté, le PCF a appelé à construire un «*front populaire et citoyen à vocation majoritaire* », avec des réfugiés du PS et d'EELV, qui aura son propre candidat à l'élection présidentielle, probablement Nicolas Hulot.

La situation est étrange. On ne trouve pour seule explication que des questions d'ego et de rapports de forces entre partis. Car sur le fond, sur les sujets les plus stratégiques, Monsieur Mélenchon et le PCF sont parfaitement d'accord. Ils ne veulent pas remettre en cause la mondialisation néolibérale, même s'ils en dénoncent avec vigueur les effets néfastes. Ils se refusent toujours à passer outre le libre-échange, à démanteler les marchés financiers, à sortir des institutions néolibérales comme l'OMC, le FMI, la Banque mondiale… l'euro et l'Union européenne. En un mot ils ne veulent toujours pas démondialiser et sortir de l'ordre néolibéral mondial en recouvrant notre souveraineté nationale.

C'est pourquoi le Pardem soutient la candidature, la stratégie et le programme de Jacques Nikonoff, candidat du Rassemblement pour la démondialisation.

Monsieur Mélenchon, ce dimanche, a brassé du vent, tandis que le PCF a confirmé son statut de supplétif du PS. Les candidatures de messieurs Mélenchon (annoncée) et Hulot (probable), au-delà de l'opinion que l'on peut avoir sur ces deux personnalités, seront à combattre sans faiblir car elles ne sont que des diversions qui servent objectivement l'Élysée. L'un et l'autre pourraient d'ailleurs se retirer avant le premier tour en cas de risque d'absence d'un candidat de gauche au deuxième tour. L'un et l'autre appelleront sans aucun doute à voter pour le candidat socialiste au deuxième

tour, si le cas se produit. Voilà des questions qu'aucun journaliste ne pose. Ce sont des candidatures factices, qui, de fait, préparent la victoire du candidat socialiste. Pis encore ! Ce sont des leurres pour distraire les citoyens de l'objectif principal : sortir de l'ordre néolibéral mondial par la démondialisation, reconquérir notre souveraineté nationale.

I.- FAUTE D'AVOIR DES PROPOSITIONS PRÉCISES ET CONCRÈTES À ÉNONCER, MONSIEUR MÉLENCHON A BRASSÉ DU VENT

Jean-Luc Mélenchon a fait un discours, le 5 juin 2016, au « *défilé de la France insoumise* », place Stalingrad à Paris. Son intervention a été brillante, jouant sur l'émotion de son public. Même s'il y avait beaucoup moins que les 10 000 participants annoncés par le Parti de gauche (probablement 3 000 personnes), ce fut un beau succès.

Il a dénoncé les scandales sociaux innombrables générés par le capitalisme néolibéral, alerté sur les dégâts provoqués sur l'environnement, soutenu les salariés et les jeunes qui luttent contre le projet de loi El-Khomri. Mais au-delà, lelancement à la volée d'idées générales et généreuses, ce sont surtout les silences qui devraient inquiéter les partisans de Monsieur Mélenchon : pour lui, manifestement, la mondialisation néolibérale n'est pas une réalité puisqu'il n'en a pas parlé !

Il n'a présenté aucune solution aux questions stratégiques majeures posées à la France. Son lyrisme, réel, était de commande, égal à celui qu'il avait mis pour défendre le OUI au traité de Maastricht en 1992. Cette méthode, qui consiste à tout miser sur la forme pour masquer l'indigence du fond, alimente la personnalisation et la présidentialisation de la vie politique encouragée par le système de la V^{e} République.

A.- Silence radio sur la manière de résoudre les problèmes des Français

Certes, Monsieur Mélenchon s'est écrié « *il faut tout changer !* ». Sur ce point nous serons entièrement d'accord avec lui. Il faut, en effet, assumer de telles proclamations. Mais elles ne sont que la partie visible de l'iceberg. L'essentiel est le contenu : que faut-il changer, en commençant par les mesures les plus décisives, et comment s'y prendre ? C'est à ces questions concrètes que le leader du Parti de gauche devait répondre et sur lesquelles il est resté muet.

Pour le Pardem, tous les problèmes ne peuvent être mis sur le même plan. Ce qui nous paraît le plus décisif, le plus stratégique, est la mondialisation néolibérale et sa déclinaison continentale avec l'Union européenne et l'euro. Cette stratégie des classes dominantes, pour l'instant gagnante, repose sur trois piliers : le libre-échange, la globalisation financière et les institutions multilatérales, en particulier l'Union européenne, chargées de veiller au respect de l'ordre néolibéral mondial en éliminant les souverainetés nationales.

Que dit Monsieur Mélenchon sur ces trois sujets cruciaux ? Il ne dit rien !

• Rien sur le libre-échange qui met en concurrence les peuples, écrase leurs salaires et conditions de travail, entretient le chômage de masse et la précarité, abime la planète.

• Rien sur la globalisation financière qui a mis sous tutelle l'économie réelle et les entreprises ainsi que les finances publiques.

• Rien sur les institutions multilatérales, comme le FMI, l'OMC, la Banque mondiale, qui sont chargées de mettre en œuvre le modèle néolibéral en éliminant la souveraineté des nations.

• Sur l'Union européenne, qui a poussé le plus loin le démantèlement de l'indépendance des nations, en particulier au moyen de l'euro qui interdit toute perspective d'en finir avec le chômage et la précarité, Jean-Luc Mélenchon a prononcé quatre mots : *« Sortir des traités européens »*. Une telle formule est inacceptable car son imprécision calculée sert à faire plaisir à tout le monde, chacun comprenant ce qu'il veut, évitant ainsi de prendre le moindre engagement clair et précis.

Ceux qui sont favorables à la sortie de l'UE pourront se dire que Mélenchon veut sortir de l'Union européenne et qu'il est très malin en utilisant cette formule aussi vague pour désarmer les adversaires de cette idée. Ceux qui sont pour rester dans l'UE pourront se dire que Monsieur Mélenchon annonce une simple intention puisqu'elle n'est associée à rien de précis et restera donc lettre-morte.

Cette expression « *Sortir des traités européens* » est donc parfaitement manipulatrice. Si Monsieur Mélenchon veut vraiment sortir de l'UE (et donc de l'euro), il doit non seulement parler fort, mais parler clair. Il doit dire : « *je veux que la France, unilatéralement et immédiatement, par une politique du fait accompli comme celle de la chaise vide du général de Gaulle, sorte de l'Union européenne* ».

B.- Un lyrisme réel, le même qu'il avait mis pour défendre le OUI au traité de Maastricht en 1992

La méthode pour décrypter Jean-Luc Mélenchon est simple : il faut enlever la coquille verbale et voir ce qui se cache à l'intérieur. Une conclusion s'impose : il faut déconstruire Mélenchon. Certes Jean-Luc Mélenchon porte un discours séduisant qui tranche avec ceux des cul-serrés de gauche et de droite, qui fait du bien à beaucoup. Mais c'est tout. C'est du verbe, du geste, du vent.

Quel est son projet ? C'est lui-même.

L'exemple le plus frappant de cette réalité est le nom choisi pour la structure chargée de faire sa campagne : « *La France insoumise* ». Certes, le mot insoumis porte une charge combative indéniable, et son association avec la France pouvait laisser espérer un programme quasi-gaullien reposant sur l'indépendance nationale. Il n'en est rien.

Dès lors que Monsieur Mélenchon ne dit pas clairement qu'il faut sortir de l'ordre néolibéral mondial, en sortant unilatéralement et rapidement du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC, de l'euro et de l'Union européenne, il ne dit rien. Et son slogan « *La France insoumise* » et un énième effet de manche. En réalité, Monsieur Mélenchon est soumis au système, il fait partie du système. En 1992, il était soumis au système quand il militait pour le OUI au référendum sur le traité de Maastricht qui a créé les conditions de la monnaie unique. En 2000, il était soumis au Parti socialiste quand il est devenu ministre de la gauche plurielle, gouvernement champion des privatisations. Il est soumis au néolibéralisme en 2012 quand il répète « *l'euro est à nous !* ». Il reste soumis au système en 2016 par son incapacité ou son manque de volonté de rompre réellement avec l'Union européenne.

C.- Une méthode qui alimente la personnalisation et la présidentialisation de la vie politique

Les pitreries de Monsieur Mélenchon, même si elles sont drôles parfois, cachent néanmoins de grosses lacunes.

Prenons quatre exemples. Premier exemple : il faut garder les pieds sur terre. Quand il dit qu'il mène une « *campagne pour conquérir le pouvoir, une campagne victorieuse* », il trompe les citoyens.

Certes, à l'heure où ces lignes sont écrites, les sondages donnent 12% à Monsieur Mélenchon et 14% à Monsieur Hollande. Mais Jean-Luc Mélenchon sait très bien que ces résultats viennent d'un triple effet de conjoncture. D'abord, la droite a intérêt à favoriser Jean-Luc Mélenchon puisqu'il peut prendre des voix à François Hollande (ou à tout autre socialiste), et permettre l'accès du candidat de droite au 2e tour. C'est pourquoi *Le Figaro* fait campagne pour Mélenchon en lui donnant beaucoup d'espace. Le message est clair pour les maires de droite qui ont un parrainage à donner… Ensuite, une partie de l'électorat socialiste se porte actuellement sur Monsieur Mélenchon pour donner un avertissement au PS. Mais cet électorat a vocation à revenir au PS dès que ce dernier aura annoncé son candidat. Enfin, une partie de l'électorat communiste et écologiste peut se prononcer aujourd'hui pour Monsieur Mélenchon, mais reviendra au bercail dès que Monsieur Hulot annoncera sa candidature (probablement). Au total, Jean-Luc Mélenchon perdra au moins la moitié de ses soutiens actuels et il ne prendra pas le pouvoir en 2017.

Deuxième exemple : il n'est pas honnête de faire croire qu'un homme seul, même monarque républicain, peut « *tout changer* ». Quand il s'écrie « *me voici !* », il donne l'impression de péter les plombs. Quand il s'exclame « *rêvez fort ! pensez fort ! désirez fort ! et cela suffira ! ne vous souciez pas de l'argent, je m'en débrouille* », il se présente comme le père du peuple et l'infantilise.

Troisième exemple : Monsieur Mélenchon ne parle jamais des législatives. Étrange pour un homme qui veut « *sortir de la Constitution de la Ve République* » ! Car les élections les plus importantes, les moins anti-démocratiques, ce sont bien les élections législatives, et pas l'élection présidentielle. Or si Monsieur Mélenchon prétend vouloir une constituante et une VIe République, il ne peut ignorer que la France ne doit pas seulement changer de président, mais de majorité, la transformation sociale ne passant pas que par l'élection présidentielle !

Quatrième exemple : selon le candidat du Parti de gauche à l'élection présidentielle, « *la France insoumise n'appartient à personne. Elle sera construite par ceux qui la font vivre* ». C'est faux ! La « *France insoumise* » est la filiale d'un parti politique, le Parti de gauche, pour élargir sa force militante. Cela n'a rien à voir avec le discours démagogique sur le « *dépassement* » des partis et « l'*horizontalité* ». Un parti politique est toujours plus démocratique et efficace qu'une structure floue, molle et informe. En réalité, la « *France insoumise* » est une structure autocratique créée et dirigée par Monsieur Mélenchon et ses amis.

En conclusion, il se confirme que Monsieur Mélenchon est bien le Tsipras français. Le suivre serait aller droit à la reddition, comme en Grèce. Le 5 juin, dans son discours, il s'est bien gardé de prendre engagement précis, détaillé, concret.

II.- LE PCF RESTE DANS SON RÔLE DE SUPPLÉTIF DU PARTI SOCIALISTE

Lors du 37e congrès du PCF, tenu à Aubervilliers (93), pour la première fois, le texte de la direction sortante est passé de justesse avec seulement 51,2% des voix. Les congressistes n'ont pas apprécié la tentative de la direction du parti de s'intégrer au processus de primaire organisé par le PS. Le texte final, quant à lui, a obtenu 71%. Néanmoins, le « *front populaire et citoyen* » que veut créer le PCF, comme « *La France insoumise* », refuse d'aborder les questions stratégiques et n'existe que dans le sillage du PS.

A.- Le « *front populaire et citoyen* » que veut créer le PCF refuse d'aborder les questions stratégiques

En cela il est en parfait accord avec « *La France insoumise* » du Parti de gauche de Monsieur Mélenchon. Il suffit, pour s'en convaincre, d'écouter Monsieur Laurent au 37e congrès du PCF, le 4 juin 2016, lorsqu'il intervient sur les échéances électorales de 2017, et encore le 5 juin dans son discours de clôture.

Il explique que « *notre horizon [celui du PCF] est la constitution d'un front populaire et citoyen à vocation majoritaire pour faire face au danger de revanche de la droite et de la poussée de l'extrême droite. En prolongeant et en allant plus loin encore et non pas en tournant la page du front de gauche* ». Qui pourra croire cette baliverne ? Le Front de gauche ira-t-il plus loin, en 2017, en présentant deux candidats dont aucun ne portera son étiquette ?

D'ici au mois d'octobre, un « *pacte d'engagements communs de toutes les forces populaires, sociales et politiques qui veulent remettre la France sur la voie du progrès et de la démocratie* » sera mis sur pied par le PCF. Il vise à rassembler les naufragés du PS et d'EELV. Toutefois, ce n'est pas parce que des socialistes se sont déclarés « *frondeurs* » par rapport à la politique du gouvernement qu'ils sont pour autant favorables à des mesures radicales contre la mondialisation néolibérale. Le cas est encore plus flagrant avec EELV dont la haine de France et de sa souveraineté est bien connue. Le PCF fait ainsi, une fois de plus, une croix sur la souveraineté nationale et la démondialisation.

Ensuite, une « *votation citoyenne* » sera organisée par le PCF pour faire de ce pacte le « *mandat populaire pour 2017* ». S'engagerait alors la recherche d'une candidature commune. Le 5 novembre, le PCF tiendra une conférence nationale pour désigner son candidat à la candidature (Pierre Laurent).

Le 37e congrès du PCF a adopté un projet politique intitulé « *Le temps du commun – Pour un communisme de nouvelle génération* » qui identifie « *cinq leviers indispensables pour rendre le changement possible* ». Il ne s'agit que de formules abstraites, sans contenu précis, impossibles à mettre en œuvre dans le cadre de l'OMC, de l'euro et de l'UE, sujets évidemment toujours tabous pour le PCF.

- « *Zéro chômage, pour une société du partage* ». Oui, cet objectif est juste et possible. Mais à la condition de sortir de l'OMC, de l'euro et de l'UE. Et de proposer des dispositifs efficaces comme le fait le Pardem avec le droit opposable à l'emploi.

- « *Une société du bien vivre et du bien commun* ». Oui, les mots sonnent juste. Mais c'est le moyen d'y parvenir qui pose problème. Pour ne prendre qu'un seul exemple, il n'est pas possible d'atteindre ces objectifs dans le cadre du libre-échange. Bien sûr, comme d'habitude, le PCF se refuse à parler de protectionnisme.

- « *Révolutionner la République pour une France de liberté, d'égalité et de fraternité* ». Là encore, le slogan pourrait être repris par tous les partis politiques.

- « *Contre l'Europe du capital, un projet solidaire pour une union de nations et de peuples libres, souverains et associés* ». Oui bien sûr à « *une union de nations et de peuples libres, souverains et associés* ». Mais pour y parvenir, encore faut-il sortir de l'UE !

- « *Une France engagée pour la paix et le progrès* ». Oui, tout le monde sera d'accord avec cette formule qui ne "mange pas de pain". Toutefois, le PCF refuse la condition principale permettant cette heureuse évolution : la démondialisation, c'est-à-dire sortir de l'ordre néolibéral mondial.

B.- Le « front populaire et citoyen » n'existe que dans le sillage du PS

Monsieur Laurent fait une analyse erronée du PS quand il affirme « *oui il y a une évolution structurelle du PS qui se rallie au libéralisme et qui l'a accompagné depuis Valls* ». Que cette remarque est étrange ! Car le tournant néolibéral du PS date du « *tournant de la rigueur* » de 1982-1983 ! Comment un dirigeant du PCF ne pourrait-il pas le savoir ?

Cette analyse erronée du PS conduit la direction du PCF à persévérer dans la recherche d'une alliance cette fois-ci avec une fraction du PS, sans Hollande. Voilà ce que dit le secrétaire national du PCF : « *quelle conclusion nous tirons de cette situation ? Est-ce que nous considérons qu'il s'agit du mouvement d'un bloc homogène, sans contradictions, qui applaudit Valls pour son ralliement au social-libéralisme ? Évidemment non. Il y a une fracturation très profonde du bloc social-démocrate* ».

Certes, c'est vrai, il y a fracturation. Mais les désaccords au sein du PS ne portent pas sur les questions stratégiques, ils se limitent aux aspects tactiques. Ils sont tous d'accord pour rester dans le système néolibéral, aucun ne veut sortir de l'OMC, par exemple, et prendre des mesures protectionnistes. Aucun ne veut sortir de l'UE et de l'euro. La démonstration a été faite qu'une politique qui refuserait des mesures de démondialisation ne pourrait que reproduire les politiques que nous connaissons depuis quarante ans. Est-ce cela, justement, qui séduit la direction du PCF ?

Une mise en scène a été soigneusement organisée, le 1er juin au siège du PCF, place du Colonel Fabien, la veille du 37e Congrès du PCF. Une Conférence internationale pour la Paix s'y est tenue, avec Nicolas Hulot comme invité vedette. L'adoubement du président de la Fondation pour l'homme et la nature est une autre preuve du rôle de supplétif du PS joué par le PCF. Car Monsieur Hulot, on le sait, est très proche de François Hollande... Il serait ainsi le candidat probable à l'élection présidentielle pour le compte du « *front populaire et citoyen* » du PCF.

Pour conclure, ni « La France insoumise » du Parti de gauche et de Monsieur Mélenchon, ni le «*front populaire et citoyen* » du PCF et de Monsieur Hulot ne sauraient conduire notre pays sur la voie du renouveau. Dès lors qu'ils se refusent à démondialiser, ils ne pourront que rester enfermés dans la mondialisation néolibérale.

C'est pourquoi le Pardem soutient la candidature, la stratégie et le programme de Jacques Nikonoff, candidat du Rassemblement pour la démondialisation.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire